

"A une époque de crise nationale, le journalisme prend une importance significative qui doit être reconnue par nos gouvernants, le peuple et ses dirigeants, pour nos meilleurs intérêts communs."

REDIGEE EN COLLABORATION

29e ANNEE — No 1968

J.-A. Fortin, Dir.-Gérant.

MONTREAL, 27 MARS 1943

Gilbert La Rue, Rédacteur en chef

Abonnement: \$2.50 par année

L'AUTORITE

Le plus ancien hebdomadaire français de Montréal

3 Cents

"J'entends grincer la scie et tomber le marteau." (Camponen).

Administration: Suite 333, Edifice Canada Cement, Tél.: Lan. 9841

Encouragez

L'AUTORITE

en confiant vos travaux d'impression à

La Cie des PUBLICATIONS PROVINCIALES Ltée

333, Edifice Canada Cement Montréal.

Un appel aux armes chez les Yanks

Le magazine "Life" leur rappelle qu'on gagne une guerre avec des armes et non avec des palabres. — Le discours de Winston Churchill est venu renforcer cette attitude. — Les partisans aux Etats-Unis d'une armée réduite et d'un effort modéré. — Comparaison entre la mobilisation militaire et industrielle de John Bull et celle de l'Oncle Sam.

Lorsqu'il a commencé son discours de dimanche en raillant l'optimisme des gens qui ont cru, à la suite des succès russes au cours de l'hiver, que la guerre était à la veille de finir, M. Winston Churchill a aussi prédit qu'elle pourrait durer deux années de plus. Voilà qui est bien propre à déflationner les songe-créux annonçant toujours que la paix est au premier tournant; ceux qui prétendent que ce conflit ne les regarde pas, tel nos "nationaux" du Québec; ceux qui voudraient que les Russes fussent seuls chargés de la besogne, tout en prétendant qu'ils ne doivent avoir aucune part au mérite de la victoire, parce que cela leur vaudrait trop d'influence; enfin, ceux qui sont bien pour un effort de guerre, mais un effort modéré, un effort peu fatigant, un effort dont ils veulent surtout se décharger sur les épaules des autres.

C'est à ces derniers que s'adresse le magazine "Life" lorsqu'il pose cette question à une nombreuse catégorie de ses compatriotes américains: "Voulez-vous réellement vous battre, ou si vous vous bornez à penser que vous voulez vous battre?"

Et "Life", qui n'y va jamais par quatre chemins, de continuer: "La question vitale de l'heure actuelle est le capital humain. Cette puissante armée dont parlent tous nos gens depuis quelque temps, combien nombreuse et combien puissante la veulent-ils? On connaît le plan de l'Etat-Major conjoint des forces de terre, de mer et de l'air, pour la levée de 11 millions d'hommes, dont 8,250,000 dans l'armée de terre, et, sur ce nombre, 4,750,000 outre-mer. Il n'en reste pas moins que cette force d'invasion ne donnera qu'environ 100 divisions de combat, alors que l'Allemagne a elle seule en a près de 300 divisions sur les 483 divisions de l'axe en Europe."

"Les adversaires d'une levée de 11 millions d'hommes prétendent que la population civile serait incapable de supporter les frais de son entretien. Le malheur de ces gens, c'est qu'ils regardent en arrière d'eux et pas devant. Ils ne voient pas que le but à atteindre est la défaite de l'Allemagne et du Japon, mais ils s'efforcent plutôt de soulever les difficultés de l'entreprise. Or aucune guerre n'a jamais été gagnée selon cette méthode. De toute évidence, il serait plus facile de lever et d'équiper une armée de 50 divisions qu'une armée de 100 divisions. Ce que les partisans d'une armée plus restreinte ont oublié de démontrer, c'est que 50 divisions pourraient faire la même besogne et aussi bien qu'une armée de 100 divisions."

"Si l'on songe tout de même au pourcentage de la population, on constate qu'en comparaison la Grande-Bretagne, avec 46 millions d'habitants seulement, a présentement sous les armes environ 4,500,000 hommes, soit 10 pour cent à peu près de la population. Ceux qui prétendent que les Etats-Unis supportent, toujours proportionnellement, le plus lourd du fardeau industriel des Alliés et qu'il en découle que leur armée devrait donc être plus petite, oublient que d'octobre 1941 à fin de décembre 1942, l'Angleterre expédia en Russie 3,000 chars d'assaut et plus de 3,000 avions, outre d'expédier outre-mer plus de 80 pour cent des munitions qu'elle produisait. Elle a de plus rempli le ciel européen des meilleurs avions de combat au monde, elle en a construit des milliers d'autres de bombardement, et elle a lancé sur les mers une véritable armada de navires marchands. Il est donc absurde de prétendre que les Etats-Unis, avec 8 pour cent seulement de leur capital humain sous les armes, seraient incapables de remplir leur rôle industriel."

"Un autre argument tombant à faux, est celui que nous manquons de navires pour transporter et nourrir une armée aussi considérable que celle rêvée par notre Etat-Major. Se servir d'un tel argument, autant concéder tout de suite la victoire à Hitler, puisque l'un des premiers buts de la stratégie allemande est d'empêcher les Américains de transporter outre-mer une armée assez considérable pour peser sur le résultat des hostilités. Supposons même que le Fuhrer parviendrait à atteindre ce but, devons-nous admettre sitôt la défaite? La situation créée par les sous-marins a atteint un point critique en effet, mais nos amiraux n'ont pas perdu l'espoir de surmonter cette difficulté. Il serait bien cruel de voir la victoire apparaître à l'horizon pour la voir ensuite s'éloigner faute de soldats à pouvoir envoyer au front. Jusqu'à nouvel ordre, la seule solution raisonnable que se présente à l'esprit des vrais patriotes n'est-elle pas de mettre d'abord les soldats à l'entraînement et de les tenir prêts à marcher dès qu'on pourra les transporter, au lieu de ne les appeler sous les armes que si le besoin s'en fait sentir, ce qui ne nous procure que des hommes peu entraînés?"

"On a beaucoup parlé de l'intuition hitlérienne, et bien que celle-ci ait fait faillite en Russie, elle n'en a pas eu moins raison dans plusieurs circonstances. Hitler table sur un peuple américain qui ne voudra jamais entrer à fond dans la guerre, comme les Russes et les Anglais. Allons-nous lui donner encore une fois raison? Telle est la question à laquelle il faut répondre sans délai, car elle se résume à ceci: Est-ce que les Américains veulent réellement se battre ou s'ils se bornent à penser qu'ils veulent se battre?"

De nombreuses indications font voir que le discours de M. Winston Churchill, coïncidant avec une offensive générale des forces alliées en Afrique du Nord, a eu pour résultat de galvaniser le sentiment des adversaires de l'axe. Espérons que ce sursaut d'énergie ne sera pas éphémère mais qu'au contraire il durera jusqu'à la victoire.

GILBERT LARUE.

Juifs et Arabes contre les impôts en Palestine

Jérusalem, 25. — (De l'Agence Télégraphique Juive). — Les Juifs aussi bien que les Arabes se sont fortement élevés cette semaine contre le nouveau mode d'imposition des impôts du gouvernement de la Palestine, déclarant que ces accroissements des taxes de toute sorte étaient de nature à conduire le pays à la banqueroute et à créer artificiellement une crise économique qui se manifesterait certainement dès que les hostilités auraient pris fin et même avant.

(Suite à la page 4)

Notre autonomie provinciale est-elle réellement sacrifiée par Québec?



Ce pauvre Sasseville Roy, député de Gaspé aux Communes, a prouvé encore une fois qu'il est un imbécile. Ce n'est pas parce que l'hon. Angus Macdonald, ministre de la Marine de guerre, a dû retirer en Chambre une expression équivalente à ce qualificatif que le public moyen pensera que Sasseville est intelligent. Du reste, M. Gordon Graydon, le chef de l'Opposition conservatrice-progressive, intervenu en faveur du Gaspésien, fut forcé de retirer lui aussi le terme "hystrérique" employé à l'égard de M. Macdonald. Le p'tit Léopold Richer, correspondant du "Devoir", a fait néanmoins grand état de la rétractation de M. Macdonald et pas du tout de celle de M. Graydon. En l'occurrence, M. Macdonald s'était montré plutôt benin en déclarant à propos des accusations lancées à tort et à travers par le Roy de la Gaspésie: "Cela suffit à faire voir à la Chambre et au pays quelle foi il faut ajouter à toute autre déclaration que l'honorable député peut faire."

Voici les deux démentis apportés coup sur coup par le ministre de la Marine de guerre aux déclarations de M. Roy: "Aucune corvette n'a escorté l'été dernier le navire 'Jean Benoit' au cours d'une excursion de pêche sur la côte nord du St-Laurent... Et lorsque le député de Gaspé a prétendu qu'il avait assisté à une bataille entre deux corvettes et un sous-marin ennemi, il a fait erreur. Il a tout simplement assisté à un exercice de tir de la part des deux corvettes en question. S'il était allé avec informations à la base de Gaspé, il aurait obtenu des renseignements précis. Il ne l'a pas fait. Voilà qui prouve quel cas il faut faire de ses autres déclarations."

Nos réactionnaires jubilent. La Législature ne passera pas de pasteurisation obligatoire du lait cette année. Ceux qui aiment le lait relèvent de fumier continueront d'en boire pendant douze mois au moins, et ce sera autant de gagné pour ces amateurs de goût d'étable. Ils sont les mêmes ou à peu près que les adversaires du projet maintes fois bloqué à la Législature de contraindre les conducteurs de voitures hippomobiles d'arborer une lumière la nuit. Un député de la Chambre anglaise, sir Archibald Sinclair, a demandé s'il n'y aurait pas moyen de lancer du haut des airs des charges de dynamite dans le cratère du Vesuve, afin de provoquer des tremblements de terre dans le voisinage de Naples. Nous ne croyons guère que cela impressionnerait beaucoup le Vesuve, mais si ces bombes tombaient dans le marais stagnant où dorment les crapauds du "Devoir", du "Courrier de St-Hyacinthe", de "L'Oeil" et de "La Boussole", peut-être auraient-elles pour effet de leur ébranler la cervelle, s'il leur en reste...

M. Bourassa fut le premier député qui eut le don de faire le vide autour de lui en Chambre, dès qu'il se levait pour jeter les interminables flots de salive dont il était coutumier. Alors que ses "fidèles" du Québec se réunissaient autour de lui pour écouter les palabres dont il faisait retentir les hustings, ses collègues, plus fûtés, en avaient assez de l'arrosage dont les gratifiés sa bavasse éloquente. Le deuxième à créer un semblable vacuum est aujourd'hui M. Jen-François Pouliot de Temiscouata, dont la députation se rappelle qu'il ne s'est pas levé moins de cent fois au cours de la dernière session. Et le troisième à faire ce miracle vient d'être M. "Tommy" Church, de Toronto: mais son intervention à lui ne s'est exercée que sur la Galerie de la Presse. La veille, trouvant la galerie pas suffisamment remplie à son gré, il avait ironiquement observé: "Peut-être aurais-je dû leur demander la permission de parler..." Le lendemain, M. Church s'étant levé de nouveau, tous les journalistes quittèrent aussitôt la tribune. Petite vengeance dont la Chambre a beaucoup ri aux dépens du député de Toronto-Broadview.

A propos de M. Bourassa, on assure qu'il se croit bel et bien un autre Gandhi. On verra peut-être un jour ou l'autre notre prophète en chemise de nuit, un bâton à la main et accompagné d'une chèvre, déambulant rue Ste-Catherine. On assure même que notre prophète songe sérieusement à mettre M. Mackenzie King en demeure de bifester, ou sinon qu'il entreprendra la grève de la faim. "On peut rester 75 jours sans manger et 15 jours sans boire, aurait confié M. Bourassa." (Suite à la page 2)

L'hon. M. Godbout a démontré, sans l'ombre d'un doute, que c'est là une accusation mensongère et non fondée. — Québec coopère avec Ottawa pour le triomphe final de nos armes.

Il était temps de mettre fin à cette légende qui menaçait de s'accréditer à travers la province que notre autonomie était sacrifiée par le gouvernement de Québec au profit du pouvoir fédéral. Le premier ministre, l'hon. Adélard Godbout, s'est chargé de répondre à cette question au cours d'une des dernières séances de l'Assemblée législative. Ses explications devraient faire taire les critiques, si vraiment ils ont à cœur le succès des mesures prises par Ottawa pour assurer la victoire de nos armées sur l'adversaire.

"A entendre certaines gens, dit M. Godbout, on dirait que le gouvernement central est un gouvernement ennemi, que c'est le gouvernement d'Hitler. Ce sont pourtant les provinces qui ont créé le gouvernement fédéral. Une coopération doit exister entre le fédéral et les provinces." Nous ne sommes à la remorque de personne. Nous ne nous mettons à genoux devant personne. Nous ne dépendons de personne... Nous gardons nos prérogatives dans tous les domaines."

Cette guerre, il nous faut la gagner et Ottawa, seul, sans la coopération intime et généreuse des provinces, ne peut suffire à notre effort de guerre. Il serait donc ridicule de croire que les provinces, au lieu de donner un coup de main au pouvoir central chaque fois qu'elles le peuvent, comme on le demande aux municipalités et à toutes les classes de la population canadienne, cherchent les moyens de contrecarrer les initiatives d'Ottawa, sous prétexte qu'elles sont exposées à perdre leur autonomie et leurs prérogatives. Ce serait à coup sûr donner un bien mauvais exemple. L'opinion serait plus justifiable de blâmer une pareille ligne de conduite que celle qui comporte une franche et sincère coopération.

Il y a certes moyen de concilier le respect des droits provinciaux avec cette assistance nécessaire. M. Godbout en est persuadé pour sa part et l'on doit avoir confiance qu'il saura, en effet, aider largement Ottawa sans rien sacrifier des intérêts et des privilèges du Québec. Notre province a trop fait belle figure jusqu'ici pour s'exposer au reproche de tirer en arrière lorsqu'on a besoin d'elle.

Encore moins ne veut-elle pas consentir à nuire à l'action du gouvernement fédéral quand rien ne la porte à supposer qu'il cherche à abuser de ses services.

N'est-il pas temps de prêcher dès aujourd'hui la saine doctrine?

Si nos gouvernants s'agitent pour assurer la sécurité économique des pays, ne serait pas urgent de songer également à leur sécurité morale. — Les dangers que court la famille.

Dans tous les gouvernements du monde, actuellement, même chez les nations ennemies, on étudie les moyens à prendre pour assurer la restauration de l'industrie et du commerce si profondément bouleversés, dans le présent conflit et il est sage d'en agir ainsi. Ne conviendrait-il pas, en même temps que ces mesures d'intérêt matériel sont à l'étude, de surveiller l'application de certains décrets qui menacent la sécurité morale de nos populations, sécurité déjà fort compromise.

Même si la guerre est inévitable, il faut s'appliquer à restreindre les conséquences désastreuses qu'elle peut avoir sur la vie morale des individus et de la société. Et la guerre moderne, plus que toutes les autres, menace la famille et les bonnes moeurs nécessaires au maintien de l'ordre social.

L'enrôlement des soldats et l'embauchement des femmes et des jeunes filles dans les arsenaux créent des problèmes moraux qu'il faut s'appliquer à résoudre le mieux et le plus rapidement possible. L'Evêque d'Antigonish, Mgr Morrison, dans une lettre pastorale adressée aux fidèles de son diocèse, donnait l'avertissement suivant: "A quoi bon parler d'une guerre pour défendre la civilisation chrétienne si, une fois la guerre terminée, les principes chrétiens sont relégués à l'arrière plan et si le monde se reprend à vivre comme si Dieu et les choses de Dieu ne sont que des sujets d'ordre secondaire..."

Si l'on veut que l'après-guerre soit meilleur, si l'on désire avoir la paix, la paix véritable, la paix complète, la paix totale, il importe, dès à présent, de poser les fondements de cette paix.

Une menace grave pèse actuellement sur la famille. Beaucoup de foyers sont disloqués. Ici, l'époux est aux armées; il est parti depuis deux, trois ans peut-être. Cette longue séparation est souvent une cause de découragement et de désabusement. Là, c'est la mère qui a dû laisser la maison pour travailler dans les usines de guerre; les enfants restent seuls à la maison ou, plutôt, ils n'y restent pas du tout, ils prennent la rue et rentrent très tard, le soir; l'affection diminue; les parents et les enfants en sont bientôt venus à vivre comme des étrangers dans la même maison.

Petit à petit, les esprits s'empoisonnent; on vient à considérer comme naturel ce qui est absolument anormal. Ainsi, la mentalité se fausse. Un bon matin, on pourra peut-être s'éveiller devant une population devenue indifférente, qui ne respecte plus les liens du mariage et de la famille, une population livrée à la ruine, quoi!

Ce n'est pas demain qu'il faut réagir contre cette ambiance délétère; c'est tout de suite. Demain, il sera trop tard. Le mal sera fait. Sachons, même au milieu des difficultés actuelles, être les défenseurs de nos institutions familiales; empêchons la diffusion des idées malsaines concernant le mariage et la famille.

Il sera plus facile, au lendemain de la guerre, de remettre de l'ordre dans la société.

Nous sommes en face d'un nouvel emprunt

PETIT BILLET

Super-Bombe...

Je trouve dans un grand journal américain une description assez intéressante de la "super-bombe" de quatre mille livres — DEUX TONNES — que les Anglais ont appelé "Block-buster", ce qui ne peut se traduire en un seul mot mais qui veut dire qu'elle est capable de démolir "tout un pâté de maisons".

Voici le morceau:

"Cette bombe géante est un objet noir et laid, de huit pieds quatre pouces de longueur, et de deux pieds et un pouce de circonférence. Sur ses quatre mille livres, deux mille deux cents sont du TNT trinitrotoluol — et d'autres explosifs nouveaux et secrets; le reste, dix-huit cents livres, c'est le poids des fusées et des parois de la bombe. Jetée d'une hauteur de vingt mille pieds, la bombe touche le sol à une vitesse de six cents milles à l'heure."

"Elle pulvérise tout ce qu'elle rencontre sur son passage, puis elle s'enfouit profondément dans le sol. Alors elle explose. L'explosion ne dure que trois centièmes de seconde. On peut décomposer la durée de l'explosion en deux périodes. Premièrement, c'est une déflagration épouvantable de gaz brûlants, qui se fait à une vitesse sept fois plus grande que celle du son. Ce premier "temps" n'est que de cinq millièmes de seconde. Tout de suite les gaz se refroidissent, se contractent, aspirent comme dans le vide tout ce qu'ils ont d'abord renversé. Ce deuxième "temps" n'est que de vingt-cinq millièmes de seconde."

"Ce n'est pas encore tout. Les parois de la bombe se brisent en plus de six mille fragments qui sont projetés à une vitesse de quatre à sept mille pieds à la seconde, et peuvent avoir une portée de sept mille pieds. L'explosion proprement dite réduit en poussière tout ce qu'il y a dans un rayon de cent-vingt pieds. La secousse produite peut faire craquer des murs à un demi-mille."

On peut s'imaginer ce qui peut se passer dans une ville comme Nuremberg ou Manich ou Essen — les trois dernières cités visitées par les avions britanniques et canadiens la semaine dernière — lorsqu'il pleut des projectiles de cette catégorie pour une pesantote totale de ces bombes accablées — donc une masse de quatre tonnes, ou huit mille livres.

Et je comprends aussi le passage que j'ai lu récemment dans le récit d'une envolée de la R.A.F. en Allemagne. Un aviateur anglais dit qu'un obus de la défense antiaérienne toucha un bombardier anglais chargé de ses bombes. "Je vie une immense leur jaune-vert, puis... plus rien. L'apareil et ses occupants avaient été entièrement volatilisés..."

J'ai voulu simplement lui donner une leçon de choses, avec des chiffres et des comparaisons...

Cela permettrait de comprendre la situation des Européens qui sont exposés à recevoir du ciel des projectiles aussi formidables. La radio allemande a poussé des cris de rage en faisant connaître les derniers raids anglais. On comprend la colère allemande, certes. Mais on devrait penser aussi que c'est d'abord l'Angleterre qui a reçu les premières grosses bombes allemandes. On en a extrait du sol qui pesaient treize cents livres, quinze cents livres, même deux mille livres. Celles-là n'avaient pas explosé, mais des milliers d'autres avaient renversé des quartiers entiers de Londres, ou même des villes entières comme Coventry. Si les Boches ont oublié qu'ils ont commencé à démolir des villes, les Anglais ne l'ont pas oublié. Et c'est Winston Churchill qui, en personne, permit un jour aux Londonniens réunis autour de lui qu'on rendrait aux Allemands dix et vingt fois leur "médecine".

Churchill exécute sa promesse. Ce n'est pas aux Boches qu'il appartient de s'en plaindre! Ils ont semé le vent; ils récoltent le tempête.

BAPTISTE

Le gouvernement d'Ottawa va demander de nouveaux sacrifices financiers au peuple canadien si l'on veut s'épargner l'inflation et le désordre social. — Il faut vaincre ou périr. — Le cas des Etats-Unis.

Dans une déclaration à la Chambre des Communes, le ministre des Finances, l'hon. J.-L. Hsley, a annoncé le lancement du quatrième Emprunt de la Victoire. La campagne doit commencer le 26 avril prochain et l'objectif en a été fixé à un minimum de \$1,100,000,000, somme dont on demandera aux souscripteurs individuels de fournir au moins \$500,000,000.

C'est une nouvelle bataille qui est sur le point de s'engager, dit à ce propos M. Hsley, la plus importante et la plus difficile que le peuple canadien ait eu encore à livrer dans les annales des finances publiques du Dominion. Tandis que les corporations et les sociétés anonymes continueront de faire leur large part, il faudra que la masse de notre population participe à la lutte en plus grand nombre et plus à fond que jamais.

Mais nous ne sommes pas les seuls à geindre sous le fardeau des taxes, des impôts et des prêts que nous devons faire à notre pays. Sans mentionner les pays conquis, écrasés et ruinés par les vols et les exactions de l'Allemagne, nous voulons signaler ici ce que les Etats-Unis auront à payer, cette année. Les montants sont formidables.

Dans sa forme présente, l'impôt sur le revenu ne comporte que deux changements de majeure importance: le pourcentage à payer a été augmenté et le montant des exemptions, diminué. Les exemptions ont été réduites de \$1500 à \$1200 pour les époux, de \$750 à \$500 pour les célibataires des deux sexes et de \$400 à \$350 pour chaque personne à la charge d'un contribuable. D'autre part, le taux des taxes a été accru de 4 à 6 pour cent et la surtaxe, qui était antérieurement de 6 pour cent sur les deux premiers \$1000 du revenu net, a été portée à 13 pour cent. Le taux s'élève progressivement jusqu'à concurrence de \$200,000 de revenus et s'établit alors à 82 pour cent.

En conséquence, tous les citoyens des deux sexes qui, en 1942, ont réalisé des gains s'élevant à \$500 sont tenus de faire rapport au gouvernement, qu'ils aient ou non des taxes à payer. En sont exemptés les combattants temporairement en dehors des Etats-Unis, tandis que les conscrits résidant au pays peuvent bénéficier d'un sursis de versement de l'impôt jusqu'à six mois après leur licenciement de l'armée s'ils sont incapables de s'en acquitter autrement.

Le revenu national provenant de cette source devra atteindre une somme énorme, attendu que plus de 27,000,000 de contribuables y souscriront cette année, contre 4,000,000 en 1940. Le gouvernement s'attend à percevoir environ \$10,000,000,000, ce qui ajoutés à la somme globale provenant de la "Taxe de la Victoire" perçue de 45,000,000 de personnes, maintenue en opération, mais distinctement de l'impôt sur le revenu, constitueront un formidable actif. Mais il en faudra bien davantage à l'Oncle Sam pour boucler son budget de guerre de cent milliards.

Au Canada, toute proportion gardée, les autorités fédérales doivent se procurer par l'emprunt une forte tranche des ressources dont elles ont besoin au cours de l'exercice fiscal 1943-44. On se souvient que, les revenus des taxes mis à part, il reste à trouver une somme de \$2,748,000,000. Mieux vaut à coup sûr pour les contribuables canadiens de prêter eux-mêmes au gouvernement cet argent que de l'obliger, à raison de leur défaut, à se le procurer dans les banques.

Car nous ne saurions perdre de vue ce point important: nous livrons simultanément deux combats dont l'issue, dans l'un et l'autre cas, intéresse au suprême degré l'avenir national du Canada et la sécurité de ses habitants. Nous luttons à la fois contre les Etats qui cherchent à dominer les démocraties et contre l'inflation monétaire qui, si nous ne prenons les moyens de la prévenir, nous conduirait rapidement à la ruine économique et au désordre social.

Une mesure bien propre à ruiner les hebdomadaires

Celle qui leur défend d'annoncer les liqueurs. — Les quotidiens et le plafonnement des prix. — Remarquable discours de M. Lionel Bertrand, député de Terrebonne, aux Communes. — Latitude extraordinaire laissée aux périodiques américains.

(Chronique spéciale à "L'Autorité")

Ottawa, 26. — De tous les discours prononcés aux Communes cette semaine, celui de M. Lionel Bertrand, député de Terrebonne — chose curieuse à dire, mais vraie tout de même — a peut-être été celui qui a le plus attiré l'attention de la Chambre. M. Bertrand, journaliste, directeur de l'hebdomadaire "La Voix des Mille-Iles", s'est exprimé dans un anglais très pur, de sorte qu'il pouvait être compris de tout le monde.

Il a condamné le rationnement du papier-journal. Si on voulait épargner le papier et réduire sa consommation, a-t-il déclaré, on aurait pu frapper ailleurs, par exemple, dans les bureaux de l'administration, où l'on fait une inutile consommation de tracts de tout genre, que l'on expédie aux journaux et que ceux-ci n'insèrent pas. Et M. Lionel Bertrand, parlant de l'interdiction mise sur la publicité des boissons alcooliques, a continué: "Les brasseries et les distilleries américaines annoncent leurs produits à pleines pages dans des magazines et des journaux que l'on vend au Canada. Ainsi (Suite à la page 4)



LE COMBUSTIBLE SE FAIT RARE UN PEU PARTOUT



Un peu partout au Canada, on se plaint d'une disette de bois de chauffage. Voici, croquées sur le vif, deux scènes typiques. A gauche, des garçonnets sont allés chercher une pièce de bois dans la forêt voisine, afin de procurer au moins un peu de chaleur à leur foyer. A droite, tout ce qui restait de bois, il y a quelques semaines, dans une ville de 4000 âmes, en Ontario.

L'assemblée générale annuelle de The National Breweries Ltd.

Résumé des déclarations faites par M. Norman J. Dawes, président administrateur-gérant de The National Breweries Ltd., à l'assemblée générale de la compagnie tenue hier à Montréal. Les brasseries ont été l'objet de nombreux commentaires, tant de la part de la presse que de la part des gouvernements. L'ordre de gouvernement du gouvernement fédéral, qui a pris effet en décembre dernier, a créé quelque confusion dans l'esprit du public, quant aux effets du rationnement. L'impossibilité d'obtenir la quantité de bière nécessaire a provoqué un ressentiment considérable parmi les consommateurs. Il convient d'établir que ces restrictions sont entièrement dues aux circonstances. Le gouvernement considère que ce rationnement est dans le meilleur intérêt de l'effort de guerre, et notre compagnie collabore en se conformant strictement aux réglementations et elle est gardée de toute tentative pour influencer l'opinion publique. Dans mon rapport pour 1941, il a été fait mention d'envois de bière aux troupes du Proche et du Moyen Orient. Des critiques se sont élevées à ce sujet en temps contre cette industrie, et je crois intéressant d'expliquer pourquoi ces envois ont été faits. Des commandes pour cette bière, commandées qui n'avaient pas été sollicitées, ont été reçues en juillet 1941 des Navy, Army, Air Force Institutes de Grande-Bretagne (NAAFI), organisation chargée de l'achat de toutes les marchandises non fournies par l'intendance, pour les forces armées britanniques. Cela comprend des articles aussi divers que les chaussures, les bas, les rasoirs, la crème dentifrice, les sous-vêtements, le chocolat, la bière, les liqueurs gazeuses, les pipes, le tabac, les cigarettes et les spiritueux. On n'a fait appel au Canada, pour la bière et ces autres marchandises, que lorsqu'il est devenu évident que les pays plus rapprochés du théâtre des hostilités, comme l'Angleterre et l'Afrique du Sud, ne pouvaient produire et expé- rimer les quantités requises. Le besoin de cette bière est déterminé, a-

La guerre n'est pas une partie de campagne

(Suite de la page 4) France, avec son passé de traditions, de culture, etc., tout cela était tellement saugrenu qu'on s'en allait pour échapper à la tentation de briser l'appareil. Cependant, du matin au soir, la route nationale qui formait la rue principale du village ne désemplissait pas d'un flot de réfugiés en vélos, en autos, d'autres vélos ligotés sur le toit, sur les côtés des voitures pour pouvoir, à bout d'essence, fuir encore, fuir plus loin. Dix millions d'hommes, de femmes et d'enfants tuyaient ainsi. Deux millions de soldats sur quatre étaient prisonniers, et Hitler n'avait qu'à retarder l'armistice de quelques jours pour prendre le reste. Il est beau de se leurrer de mots, mais pas en temps de guerre.

Un fonctionnaire d'Outremont qui se croit un autocrate

Nous recevons cette lettre ouverte d'un contribuable d'Outremont. Monsieur le Directeur. Jusqu'à ces derniers jours, où la situation est devenue meilleure, grâce à la température plus clémente, les rues d'Outremont n'ont eu cesse d'être laisées à elles-mêmes, soit dans un état épouvantable, sang, et ils donnent chaque semaine 5000 c.c. La compagnie a établi un système qui facilite le transport entre les brasseries et la clinique de la Croix-Rouge. Conformément à la politique de la compagnie, qui s'intéresse profondément au bien-être des employés, des modifications sont apportées aux cafétérias et aux vestiaires des brasseries. Comme résultat, nos établissements se trouvent dotés de cafétérias bien éclairées et bien ventilées, et les repas y seront servis sous la surveillance d'une infirmière et diététicienne bien entraînée et parfaitement qualifiée.

J'ai téléphoné à notre fonctionnaire spécialement en charge de la voirie, qui, s'il ne m'a pas envoyé au diable, en a du moins fait mine. Voilà ce qu'il en coûte d'habiter une ville où les fonctionnaires sont rous et où les "payeux de taxes" sont tenus comme quantité absolument négligeable. Ces "cochons de payants", comme on chantonnait dans les cafés parisiens avant la guerre. Je dois d'autant plus rendre hommage au Gouvernement provincial qui a fait tout son possible pour rendre les routes autour de Mont-

Théâtres... Sports...

Advertisement for theatres and sports. Includes sections for 'Au Loew's', 'Au Princess', 'A L'Impérial', 'Au Capitol', 'Au Palace', and 'Un Outremontais'. Each section contains brief reviews or announcements of performances and events.

AVIS DE DIVORCE

AVIS est par les présentes donné que GILBERTE PICHE OUMMET, de la Cité de Montréal, Province de Québec, coiffeuse, s'adressera au Parlement du Canada au cours de sa présente ou de sa prochaine session pour obtenir un décret de divorce de son époux GEORGES OUMMET, de la dite cité de Montréal, Province de Québec, pour adultère et desertion. DATE à Montréal, Que., ce 1er jour de mars, A. D. 1943. BELCOURT & GENEST, Procureurs de la requérante 18, rue Rideau, Ottawa, Ontario

Large advertisement for Montreal Tramways tickets. Features a central image of hands holding a ticket book. Text includes '32 BILLETS DE TRAMWAYS \$2.00' and '24 BILLETS D'AUTOBUS \$2.00'. The main headline reads 'LES CARNETS DE BILLETS vous épargnent du temps'. Below this is a list of agencies and shops across the city.

Advertisement for a product called 'LE POING QUI LA PULVÉRISERA'. It features a large illustration of a clenched fist holding a small cylindrical object. Text at the bottom reads 'CE SERA UNE BIEN LONGUE ET DURE TÂCHE... MAIS DÉJÀ IL COMMENCE À LA DÉSAGRÉGER!'.

L'instruction obligatoire s'enlise

Une virulente dénonciation des traîtres par l'Hon. M. Bouchard

Il fouille l'Union Nationale et la pseudo-Ligue pour la Défense du Canada. — Que dira-t-on de notre Cinquième Colonne après la guerre?

On se souvient qu'il y a quelques mois, le maréchal Pétain décorait de la Légion d'Honneur deux officiers français, Tenaillon et Dupont, tombés au front russe sous l'uniforme allemand. Tous deux faisaient partie de la Légion Tricolore de Doriot.

Aussitôt, indigné, M. Edouard Herriot renvoyait à Pétain sa propre croix qui lui avait été donnée il y a vingt-cinq ans, par Clemenceau. "Puisqu'on décore maintenant de la Légion d'Honneur des hommes qui combattent au service de l'Allemagne, at-il écrit au Maréchal, je refuse de porter cette décoration."

Nous apprenons la suite de l'incident par le "Cri du Peuple", organe officiel de Doriot. "Les hommes de la Légion des Volontaires Français ont ressenti vivement l'insulte faite à la mémoire de deux de leurs héros, les lieutenants Tenaillon et Dupont," écrit Doriot dans son journal. "Ils ont constitué un tribunal qui a examiné le cas Herriot" et pris une décision qui, lorsqu'elle sera connue, sera approuvée par l'immense majorité des hommes sages."

Ce fillet précédait la lettre suivante adressée par un certain Commandant Lacroix à Doriot. Voici le texte de cet important vœu:

"Tu ne reçois pas trop souvent de nos nouvelles. Le bataillon se comporte avec vaillance, entrain, endurance et surtout glorieusement. Le témoignage de satisfaction du Haut-Commandement et des chefs sous les ordres desquels nous combattons sont tout élogieux sur la tenue impeccable de tous. Rompue à tous les exercices, soumise à une stricte discipline, animée d'un esprit supérieur, la Légion a été à plusieurs reprises citée en exemple aux bataillons allemands voisins. Les événements tragiques qui se déroulent actuellement en Afrique vont, nous l'espérons tous, donner à réfléchir à beaucoup et ouvrir les yeux de bien des aveugles par occasion. Je t'envoie un compte rendu d'une séance du tribunal de la Légion, afin que tu n'en ignores pas et que tu puisses, le cas échéant, déclarer que tu étais prevenu de la sentence qui sera exécutée quoiqu'il arrive. Bien affectueusement à toi toujours, LACROIX."

C'est donc l'assassinat du président Edouard Herriot qu'ont décidé les traîtres qui combattent sous le drapeau allemand. Avec l'assentiment de Doriot, qui a publié "la sentence" dans son journal, "Doriot et sa bande répondront de la vie d'un grand Français qui se trouve actuellement entre leurs mains," avertit "Pour la Victoire", organe français publié à New-York.

La puissance militaire du Japon est à redouter

Le récent discours de M. Churchill nous laisse entrevoir que la lutte sera dure avant de vaincre ce redoutable ennemi. — La guerre n'est pas encore gagnée.

M. Churchill vient de prononcer à la radio un discours plutôt optimiste et qui nous promet la victoire dans un avenir plus ou moins rapproché. Il a assez vaguement mentionné la date de 1945 comme terme probable de la guerre. D'ici là, il reste à abattre l'Allemagne, encore puissante et à vaincre le Japon. Or, cette dernière puissance est un ennemi formidable dont on semble ignorer la force et les ressources. Voyons un peu quelques statistiques à son sujet.

"N'oublions pas que le Japon dans les pays qu'il occupe aujourd'hui dispose des ressources plus considérables que l'Allemagne..." Voilà les paroles de madame Chiang Kai-Shek, qui est à même de juger la puissance japonaise.

On peut les rapprocher de celles du major-général Willard F. Harmon, de l'aviation américaine en Australie: "Il ne peut être question pour l'instant, de suprématie pour l'aviation américaine à Guadalcanal."

Le Japon est fort. Il ne faut pas le mésestimer. La marine marchande japonaise se chiffre au 7 décembre 1941 à 6.000.000 de tonnes. Les alliés leur ont détruit depuis 1.250.000 tonnes. Mais les pertes ont été largement compensées par les saisies, les réquisitions et les achats des Japonais (ils s'emparèrent des navires britanniques en Chine).

Leur production annuelle est à peu près de 500.000 tonnes et peut atteindre 750.000 avant longtemps.

Le transport maritime est leur point faible, mais leur ravitaillement est de beaucoup plus facile que celui des Américains. La meilleure preuve que leur transport maritime n'est pas encore sérieusement handicapé, est l'abondance de bateaux-citernes dont ils jouissent. Les Japonais ont transformé leurs nombreuses baïeïnières en porte-hydravions et en transports de troupes. De plus l'extension graduelle de leur réseau routier libre de plus en plus le transport côtier. Jusqu'ici le ravitaillement est un problème plus simple pour les Japonais que pour les Américains qui ont 7.000 milles à parcourir.

L'armée japonaise est à peine entamée. Dans tout le sud du Pacifique et en Birmanie, pas plus que trois ou quatre divisions japonaises sont en contact immédiat avec les forces alliées. 40.000 japonais au plus ont été mis hors de combat. Ils ont encore près de 3.500.000 hommes: environ 750.000 au Manchukuo, 800.000 en Chine, peut-être 100.000 en Indo-Chine, en Malaisie et au Siam, plus de 75.000 en Birmanie, 90.000 dans les îles du sud, et le reste en réserve à Formose et au Japon. Même si les alliés peuvent déloger les Japonais en se battant un contre deux ou trois, une victoire définitive demandera certainement une augmentation considérable des forces actuelles.

Il y a bien la Chine qui possède un réservoir d'hommes adéquat, mais elle manque de l'équipement nécessaire à l'offensive. Archibald T. Steele écrit dans le Chicago Daily News au début de février: "Nous tuons aux Japonais quelque deux cents hommes par jour, mais mille jeunes japonais atteignent l'âge militaire chaque jour".

Il n'est pas encore évident non plus que la force aérienne japonaise ait été sérieusement ébranlée. Selon les meilleurs estimés, le Japon commença la guerre avec 5.000 à 6.000 avions. Environ 2.000 ont été détruits en tout et partout. Mais le rythme de production des usines japonaises est évalué à près de 1.000 avions par mois et ils sont en guerre depuis 14 mois. Le Japon a probablement en première ligne encore 5.000 avions ou plus.

Les batailles navales des îles Salomon, l'automne dernier, ont donné l'impression d'une destruction complète de la marine japonaise. Ils ont certainement subi de lourdes pertes: 104 navires de guerre coulés, et 22 probablement coulés. Mais on est peu renseigné sur la production de leurs chantiers navals. La production américaine doit donner aux Etats-Unis vers 1944, la suprématie incontestable dans le Pacifique. Il n'en demeure pas moins qu'actuellement le Japon jouit d'une force égale dans les zones de rencontre.

Dans la guerre du Pacifique, les bases navales et aériennes sont aussi importantes que le nombre d'avions et de bateaux. A

(Suite à la page 2)

La guerre n'est pas une partie de campagne...

Telle est l'opinion de l'écrivain-combattant Paul Mousset, témoin de la déroute de l'armée française en juin 1940. — Quand les officiers fuyaient en tête, emmenant avec eux leurs femmes et leurs maîtresses.

Quand le général de Gaulle et ses "gaullistes" soutiennent que le maréchal Pétain a commis un acte de trahison en signant l'armistice de juin 1940 avec l'Allemagne, ils feignent d'ignorer dans quelle situation désespérée était alors l'armée française, ou bien, ils étaient... ailleurs qu'au front.

Paul Mousset, qui était là, lui, décrit dans son volume: "Quand le temps travaillait pour nous", une situation ressemblant à une véritable pagaille. Nous avons déjà cité Mousset, lequel appartenait au centre de liaison entre les troupes françaises et britanniques et recevait d'Angleterre, après s'être embarqué avec les Anglais à Dunkerque. Avec 500 de ses compagnons, officiers et soldats de la Mission française chez les Britanniques, il se trouvait dans une ville de la côte française:

"Nous étions formés en carré, raconte-t-il, sur les quatre côtés d'une petite place couverte d'herbe, derrière une église troupe comme un fort. Le commandant, astiqué, cité, briqué, ne nous cacha pas qu'il nous considérait à peu près comme des déserteurs. Nous en fumes froissés sans comprendre qu'il souffrait des événements plus encore que nous. Un horaire nous fut communiqué, comportant des appels et contre-appels, nous assignant des logements. En même temps, un note de service nous enjoignait d'être prêts à la moindre alerte. Puis pendant les trois ou quatre jours où nous restâmes dans ce bled, d'autres notes parurent. Il fallait exiger le salut, saluer soi-même, avoir une attitude nette, etc..."

"Bravo, la Mission tenait le coup. Je l'écris comme je le pense. Ses membres n'abandonnaient pas. A la réflexion pourtant, on se demandait si on rêvait. Il fallait avoir l'amour de son pays, l'espoir chevillé à l'âme pour ne pas comprendre, pour ne pas vouloir comprendre l'événement qui se déroulait devant nos yeux. On n'était pas une partie de campagne et que, quand une troupe tourne à la harka, comme c'était le cas de trop d'unités où des gens qui avaient su bien, parfois même héroïquement, se comporter en Belgique, retombaient dès leur retour en France dans leurs errements d'hypercivilisés et ne songeaient qu'à une chose: faire venir près d'eux leurs femmes ou leurs élégantes maîtresses, tout ça en auto, tout ça du meilleur ton, du meilleur monde, du meilleur compte en banque, eh bien, dans ces conditions-là, la capitulation est déjà un fait accompli.

"Tel n'était pas l'avis du commandant. La discipline serait aussi stricte, plus stricte encore qu'avant. Bien mieux: on jetait sur le papier les noms de ceux qui accompagneraient de nouvelles divisions britanniques, — s'il en venait. La rage d'intrigues reprenait, me reprenait. Je me livrais à mille démarches auprès des puissances militaires du lieu afin d'obtenir une nouvelle affectation dans l'infanterie, et à défaut des Flandres, de la Somme ou de l'Aisne, afin d'être envoyé sur la Loire ou la Seine. Mais tenait-on encore sur la Seine? Le communiqué parlait d'actions de nos chasseurs et de nos bombardiers; le lendemain, d'une offensive locale allemande victorieusement contre-attaquée. Les unités motorisées ennemies que l'on croyait depuis longtemps anéanties reparessaient, quelques-unes, après enquête, ayant tout de même échappé à nos coups. Admirable commentateur d'un admirable communiqué! Tout juste s'il ne s'indignait pas de la mauvaïse foi de ces tanks allemands, de ces autos-mitrailleuses qui paraissent ne pas plus jouer le jeu chez nous qu'ils ne l'avaient joué en Pologne. Les Polonais, soit. Ils ne mangiaient pas de petits enfants, ni de chandelles comme les Cosaques. Mais c'était tout juste, Tandis que la

(Suite à la page 3)

Le vote majoritaire du comité catholique du Conseil de l'Instruction publique restera-t-il un geste purement académique? — L'intervention de la Saint-Jean-Baptiste et d'autres associations réactionnaires. — Comme quoi nos pères ne furent en rien des émules de Pic de la Mirandole. — Le gouverneur Haldimand, au lieu d'être un tyran, fut un protecteur des sciences et des lettres.

(Dépêche spéciale à "L'Autorité")

Québec, 26. — Il semble bien que le vote majoritaire du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique en faveur de l'instruction obligatoire dans les écoles primaires de la province soit pour rester un geste académique, sans être suivi de résultats appréciables. En effet, les forces de la réaction se sont aussitôt mises en branle, et aujourd'hui il n'est plus question, lorsque cette résolution viendra devant la Législature, que d'exprimer un souhait en ce sens, en laissant aux commissions scolaires de rendre ou de ne pas rendre la fréquentation scolaire obligatoire.

Si l'on se rend compte que les dites commissions, à la campagne surtout, ont sans cesse tenu l'instruction pour quantité négligeable, soit en payant aux instituteurs, et aux institutrices plus spécialement, des salaires de famine, ou en faisant tout le possible pour les décourager de l'enseignement, on réalisera que bien rares seront les commissions scolaires qui entreprendront d'obliger les enfants à fréquenter les écoles.

Un Secrétaire provincial s'avisa un jour de vouloir les grouper par commissions de comté, croyant obtenir ainsi de leur part une plus juste compréhension de leurs devoirs envers la jeunesse. Et aussitôt Mgr Comtois, évêque des Trois-Rivières, de s'opposer à cette mesure, qu'il estimait dangereuse, sous prétexte que si l'on permet "à un loup de pénétrer dans la bergerie, il dévorera aussitôt tous les petits moutons". Le Secrétaire provincial assez hardi pour proposer une semblable réforme, dut aussitôt battre en retraite, afin de ne pas être taxé de radicalisme, plus que cela, de franc-maçonnerie. Or n'oublions pas que Mgr Comtois vota l'autre jour contre l'instruction obligatoire au Comité du Conseil de l'Instruction publique.

N'oublions pas non plus qu'au beau milieu de la réunion tomba sur la table, comme une bombe à retardement, une protestation de la Société St-Jean-Baptiste de Montréal, contre l'innovation qu'elle considérait prématurée. Informations prises, cette manœuvre ne provenait aucunement de la majorité des membres de la St-Jean-Baptiste, qui ne furent jamais consultés, mais d'une petite clique de douze individus environ, irrémédiablement opposés à tous progrès dont pourraient bénéficier les Canadiens français. De plus, lorsque les directeurs de cette société soit-disant nationale prétendent qu'elle compte 10.000 membres, c'est un mensonge éhonté. Elle en recense à peine la moitié de ce chiffre, et il s'agit de membres qui s'acquittent de la modeste contribution d'un dollar, et non de ceux dont on grossit les listes afin de faire croire qu'ils sont membres actifs. La Société St-Jean-Baptiste de la métropole n'en fut pas moins suivie dans sa tactique dilatoire par les Jocistes, les Acéjicistes et autres associations de ce genre.

On a tenté jusqu'à affirmer que l'instruction publique, dans notre province, ne le cédait en rien au point de vue pratique, aux autres du Dominion, et de fil en aiguille on en est arrivé à prétendre qu'en somme les Canadiens français, depuis la Conquête, avaient constamment brillé par leur savoir. Un chroniqueur a pris sur lui de remonter jusqu'au gouverneur Haldimand, dont le terme s'étendit de 1778 à 1785, et il s'est amusé à citer les vers que voici, lesquels, s'ils ne brillent pas par la facture, traduisent tout de même une louable intention:

"Émule des savants, jaloux des connaissances,
"Tu connais la valeur et le prix des sciences.
"Les lettres et la lecture occupent ton loisir.
"Voilà ton seul penchant, ton unique plaisir.
"Partageant avec nous cette douce habitude
"Tu parais désirer que nous aimions l'étude.
"Haldimand, Haldimand, quelles divinités
"Ont dirigé tes pas sur ces bords éloignés
"Pour y faire briller les lettres et la science
"A travers les brouillards d'une épaisse ignorance?"

Si nous en croyons le contemporain canadien-français du gouverneur Haldimand, la science n'était pas le fort, vers 1780, de nos pères que l'on représente aujourd'hui comme de petits émules de Pic de la Mirandole. A noter que cet Haldimand, d'origine suisse, dénoncé par nos manuels d'histoire comme un véritable tyran, ne fut pas du tout ce qu'un vain peuple pense. Placé à la tête de la colonie à une époque particulièrement critique, peu après l'invasion américaine, il fut nécessairement obligé de sévir contre quelques turbulents, de passer par-dessus diverses formalités susceptibles de produire plus de mal que de bien, mais il osa se montrer un ami constant du progrès. Revenons au chroniqueur déjà cité:

"Quand il vint ici, le peu de ressources intellectuelles qu'offrait alors Québec, capitale de la province, le frappa. Elle n'avait pas encore une seule bibliothèque publique. Le gouverneur Haldimand conçut le projet d'améliorer une aussi pénible situation. Il se mit en relations avec Mgr Brillant et M. Gravel, supérieur du séminaire. Il forma une société recrutée parmi les membres les plus influents des deux races et réussit à constituer un fonds de 599 louis sterling avec lequel il put acheter des livres français et anglais, en s'adressant à Londres. Les livres anglais étant arrivés les premiers, il réussit de les mettre à la disposition du public jusqu'à l'arrivée des livres français. La bibliothèque Haldimand, même après le départ de son fondateur, continua de prospérer, et en 1844, elle comptait 5.000 volumes. Puis elle se mit à décliner et se trouve aujourd'hui dans une institution privée, le Morrin College, à Québec."

Au lieu de s'employer à débiner Haldimand et à saboter l'instruction publique, nos "nationalistes" et nos "saint-jean-baptistes" devraient occuper leurs loisirs à connaître un peu mieux notre histoire, notre véritable histoire et non l'histoire romancée de l'abbé Lionel Groulx. Mais si l'on par, selon Racine, peut se changer en plomb vil, il n'y a pas d'exemple que le plomb vil se soit changé en or pur. Nos réactionnaires resteront ce qu'ils sont, et à moins de réagir vigoureusement contre eux, trop des nôtres continueront d'être des scieurs de bois et des porteurs d'eau.

ROBUR.

Juifs et Arabes contre les impôts en Palestine

(Suite de la 1ère page)

Les Juifs se plaignent par exemple qu'ils doivent payer environ 80 pour cent de l'impôt sur le revenu en Palestine. Ils font remarquer à cet égard que la ville entièrement arabe de Nablus, une des plus grandes de la Palestine, n'a versé à l'échiquier, l'an dernier, qu'environ 150 dollars en taxes. De leur côté, les Arabes se plaignent que les taxes aussi bien anciennes que nouvelles leur sont un lourd fardeau en ce moment où leur commerce disparaît graduellement et considérément qu'ils n'ont virtuellement pas d'industrie et qu'une bonne partie de leurs terres ont dû être cédées pour des routes ou des terrains d'aviation.

Doriot et sa bande préparent le meurtre d'Edouard Herriot

L'Histoire du Canada mise à portée de tous

"Canada — The Foundations of its Future", magnifique volume dû à la plume du Professeur Stephen Leacock, publié et diffusé par la Maison Seagram. — Préface de M. Samuel Bronfman.

La Maison Seagram vient de publier un magnifique volume qui se trouve être une très intéressante contribution à la littérature anglo-canadienne. L'une des plus intéressantes même des dernières années. Il s'agit d'une Histoire du Canada due à l'excellente plume de M. Stephen Leacock, de l'Université McGill.

Le professeur Leacock possède de fond l'art de la vulgarisation. Il rivalise en cela avec le célèbre auteur anglais H.-G. Wells. Dans un style clair, imagé et précis, il sait mettre au niveau de ses lecteurs tant de fastes héroïques que le profane ignore trop souvent parce que nos livres d'histoire affichent un certain caractère d'aridité, quand ils ne prennent pas une attitude absolument contraire et s'élèvent alors dans des sphères tellement éthérées qu'il est impossible de les suivre.

Le professeur Leacock passe à bon droit pour être un grand humoriste, mais en histoire il est avant tout consciencieux. Il sait donner à chacun des personnages qui font notre pays la part du mérite qui lui revient. On "assiste" à la naissance géologique du Canada puis aux premiers grands mouvements des peuples vers l'Amérique. Ensuite vient l'époque des découvertes avec Jacques Cartier et ses contemporains, et celle de la colonisation qui s'ouvre avec Samuel de Champlain. M. Leacock n'hésite pas à faire ressortir l'importance du rôle qu'a joué la France dans la création du Canada, et les Canadiens de langue française lui sauront gré d'avoir jugé à sa hauteur l'influence prépondérante que leurs premiers ancêtres exercèrent sur cette terre du nouveau monde.

"CANADA — The Foundations of its Future" — c'est le titre de cette remarquable étude — passe en revue les développements économiques et religieux que connaît la Nouvelle-France depuis sa fondation jusqu'à l'avènement de l'Allemagne britannique. Puis, M. Leacock nous conduit d'une main sûre à travers les deux siècles — ou presque — au cours desquels le Canada est passé du rang de colonie à celui de Dominion.

Enfin, l'auteur nous fait goûter par anticipation à l'avenir grandiose que le Canada est appelé à connaître, une fois la guerre actuelle gagnée.

L'opportunité d'un tel ouvrage n'est pas à souligner. Dans la préface, M. Samuel Bronfman explique qu'il est bon de s'arrêter un moment, dans cette ère de vie commerciale intense que nous connaissons, pour regarder à l'arrière. C'est en se retournant dans le passé qu'on trouvera la force de bâtir l'avenir.

"CANADA — The Foundations of its Future" est, au point de vue réalisation technique, un véritable chef-d'œuvre d'imprimerie. C'est l'un des plus beaux bouquins que l'art typographique ait produit au cours des dernières années. Imprimé sur papier de luxe, senti de magnifiques gravures en couleurs, émaillé de dessins vivants et de cartes explicatives, orné d'une couverture rigide artistiquement enluminée, ce volume figurera avantageusement dans la bibliothèque de nombreux canadiens privilégiés.

Ces Canadiens seront certes privilégiés, puisque "Canada — The Foundations of its Future" n'est pas en vente. La Maison "Seagram" l'a fait imprimer à ses frais et en a fait la gracieuse distribution parmi les personnages les plus en vue.

La Maison "Seagram" et son président, M. Bronfman, méritent la reconnaissance de tous pour cette merveilleuse initiative.

IMPRIMATUR

Le Journal "L'Autorité", faisant affaire avec la raison sociale de "L'Autorité Éditoriale", s'inscrit au Bureau 388, Edifice Canada Cement, Montréal. Il est imprimé à "La Parole" Limitée, Drummondville, P. Q.

Parce que celui-ci a renvoyé sa décoration de la Légion d'Honneur. — La Légion des Volontaires Français combattant en Russie sous l'uniforme allemand décrète une sentence de mort contre l'ancien chef d'État.

Québec, 26. — Espérant tirer parti de l'absence de l'hon. Adélard Godbout, pendant que celui-ci se trouvait au chevet de son père mourant, à St-Eloi, comté de Témiscouata, l'Union Nationale a pris prétexte du bill ratifiant le contrat intervenu entre le Québec et l'Ontario sur l'échange des forces hydrauliques de la rivière Outaouais pour faire entrer notre effort de guerre dans une question où celui-ci n'a rien à voir. Mais l'Union Nationale comptait sans l'hon. T.-D. Bouchard, ministre de la Voirie, qui assumait la fonction de leader du Gouvernement en l'absence du Premier Ministre, M. Bouchard, qui n'a rien perdu de sa vigueur passée, en dépit des années et de la grave maladie dont il fut victime l'an dernier, n'a pas été lent à replanifier les Onésime Gagnon et autres défaits du même genre:

"Ceux qui sèment le mécontentement dans la province — s'est-il écrié — et qui semblent s'être donné le mot d'ordre pour décourager le peuple et lui faire haïr les lois, ne font pas oeuvre de patriotes. Ils font l'affaire de la Cinquième Colonne, même s'ils l'ignorent. Qu'ils appartiennent à des partis ou à des blocs politiques, ils suivent tout de même une fausse route. Lorsque nous aurons gagné la victoire, ce n'est pas dans le parti libéral que l'on trouvera les traîtres, et ceux qui nous critiquent aujourd'hui diront: "Nous aussi nous étions pour l'effort de guerre". D'avance je leurs réponds que ce n'est pas exact."

L'hon. Onésime Gagnon, parlant pour M. Duplessis, resté muet et pour cause, essaya vainement de défendre l'attitude de son chef et de la petite phalange qui l'appuie à l'Assemblée législative. On sait que les adversaires du parti libéral, qu'ils fussent duplessistes, goumistes à Québec, ou partisans de MM. Maxime Raymond ou Liguori Lacombe à Ottawa, s'étaient élevés contre le réarmement du Canada avant la guerre, preuve qu'ils n'entendaient pas combattre du tout, quoiqu'il arrivât. Et aujourd'hui leur organe, "Le Devoir", a l'effronterie de donner cette excuse: "Vu que le parti libéral possédait une énorme majorité à la Chambre des Communes, il n'avait qu'à procéder quand même, sans se soucier de cette faible opposition." Pour du culot, c'est du culot! Surtout lorsque l'on songe que les mêmes farceurs ont fondé depuis une "Ligue pour la Défense du Canada", eux qui ne voulaient assurer cette défense qu'en armant des recrues levées à la hâte de manches de haches et de fusils de "37".

AJAX.

Une mesure bien propre à ruiner les hebdomadaires

(Suite de la 1ère page)

elles peuvent annoncer chez nous des brevages que nos journaux à nous ne peuvent annoncer. Ces magazines américains ont un tirage total chez nous de 1.118.000 exemplaires. On voit tout de suite quelle injustice est commise envers nos publications."

M. Bertrand a signalé, et non sans raison, le tort que l'on est en train de causer à la presse hebdomadaire du Québec, qui sera ruinée en grande partie et forcée de disparaître. Si la bière et les liqueurs continuent d'exister, il ne devrait pas être défendu de les annoncer plus que tout autre produit, sans attenter à la liberté de la presse. Le Gouvernement avait promis de suppléer à cette publicité perdue par une autre en faveur de notre effort de guerre, mais il a dirigé toute son attention vers la Commission de l'information, dont le rôle équivaut à peu près à rien.

M. Bertrand aurait pu ajouter que les quotidiens, par contre, ne souffriront pas trop de l'embargo mis sur la publicité des annonces de bières et de liqueurs, puisque, dès le 1er avril, il leur sera permis d'augmenter dans une proportion formidable, allant jusqu'à 100 pour 100, le prix de leurs annonces. De sorte que le plafonnement des prix ne s'appliquerait pas à eux, en compensation de leur silence absolu sur l'interdiction de la publicité que réclamaient depuis si longtemps les prohibitionnistes, mais c'est une curieuse façon tout de même d'exercer le contrôle des prix.



RENOUVELLEMENT DES CARNETS D'ASSURANCE-CHÔMAGE

A tous les Patrons.

Les Carnets d'Assurance-Chômage de 1942-43 ne Seront Plus Valides Après le 31 Mars

Les nouveaux carnets d'Assurance pour l'exercice 1943-44 seront échangés par les bureaux locaux de Placement et du Service sélectif, dans votre circonscription, contre les carnets dont la validité expire.

Ne remettez pas vos carnets d'Assurance sans avoir rempli la formule qui accompagne la lettre circulaire 626.

Si vous n'avez pas reçu cette circulaire, communiquez avec votre plus proche bureau de Placement et du Service sélectif.

Lorsqu'il est nécessaire de mentionner le numéro d'Assurance de l'employé, donnez le numéro avec la lettre-préfixe indiqués sur la couverture de face du carnet: e.g. P-49247, E-22454. Ne donnez pas le numéro de série qui est à l'intérieur du carnet.

Sauvegardez les droits à prestation de vos employés en suivant à la lettre les instructions de la circulaire, et évitez les retards en y voyant tout de suite.

COMMISSION D'ASSURANCE-CHÔMAGE
1461 Ave. Union, Montréal
Tél. PL. 6308

L'HON. HUMPHREY MITCHELL
Ministre du Travail
MM. LOUIS J. TROTTER
R. J. TILLY
ALAN M. MITCHELL